Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 1 (2002)

Heft: 1

Artikel: Dialectique de la peur

Autor: Baragiola, Alvaro

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1050800

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Alvaro Baragiola

Dialectique de la peur

Résumé
Dès que l'on considère que le terrorisme agit sur le plan symbolique, les outils des sciences de la communication, telle que l'analyse des médias et du discours, deviennent incontournables pour saisir le phénomène. Cette contribution propose une excursion à travers les images et les textes d'éditorialistes, de professeurs, écrivains, experts et protagonistes, parus dans la presse internationale.

Zusammenfassung
Sobald man annimmt, dass der Terrorismus auf einer symbolischen Ebene agiert, werden die Methoden der Kommunikationswissenschaft, wie zum Beispiel die Medien- und Diskussionsanalyse, unersetzlich, um das Phänomen zu erfassen. Dieser Beitrag versucht einen Querschnitt durch Bilder und Texte von Kolumnisten, Professoren, Schriftstellern, Experten und Protagonisten, welche in der internationalen Presse veröffentlicht worden sind.

Summary
As soon as we consider that terrorism acts on a symbolical level, the methods of communications science, such as the media and discourse analysis, become indispensable to grasp the phenomenon. This article is an excursion into images and writing by columnists, professors, experts and protagonists published in the international press.

«*Après ça, rien ne sera plus comme avant*». Le 11 septembre, cette rationalisation a permis à beaucoup de faire face au tout premier sentiment, l'incrédulité. Un sentiment partagé par des milliards de téléspectateurs, car «ça» c'étaient avant tout des images qu'il fallait reconnaître comme «vraies».

1. Du symbolique à l'iconique et retour

Des images du même genre, chacun de nous en avait déjà vues. Dans la filmographie hollywoodienne, on peut remonter à *King-Kong* (1933) s'accrochant à l'Empire State Building, à la Statue de la liberté ensevelie dans la plage de *Planet of the Apes* (1968), ou se limiter à la période suivant la chute du mur de Berlin. On y trouve de nombreux souvenirs récents de Manhattan dévastée[1], des Twin Towers attaquées, écroulées, ou encore submergées[2]. Les représentations d'une menace extérieure dont le «monde libre» serait victime, semblent s'être démultipliées dans la société américaine en quête identitaire après la disparition du danger communiste. Ainsi Hollywood a donné d'autres corps au coupable, à l'ennemi inconnu[3]. Un rôle joué par des euro-, des narco- ou des neonazi-terroristes[4], par des terroristes autochtones ou internationaux[5], ou encore par des terroristes Bosniaques, Russes et Islamiques[6].

De ces images de fiction, de ces représentations symboliques de son fantasme constitutif, l'imaginaire collectif était bien garni. Et d'un coup des images appartenant à la même série, chargées des mêmes échos picturaux, évoquant les mêmes peurs, apparaissent sur le petit écran, cette fois-ci en direct. Elles fixent sur la rétine collective des séquences de foules en fuite, d'un nuage de poussière et de débris envahissant la ville avec la force d'un champignon nucléaire. Et avec le saut dans le vide de gens poussés à choisir une mort plutôt qu'une autre, ce sont les scènes les plus dramatiques de *Titanic* qui deviennent vraies.

Par ces images «réelles» déjà vues comme «fiction», l'icône, la reproduction analogique, prend la place du symbole, de la représentation digitale. Un tel retournement sémiotique explique la force du choc collectif, qui ne va pas sans suites paradoxales. Les scénaristes d'Hollywood ont été promus, d'un coup «trop surréel»[7] même pour le cinéma, experts du terrorisme. Tels des Nostradamus de l'image, ils sont consultés en secret par le Pentagone. Les officiers qui les gardent durant trois jours en vidéoconférence entre Washington et Los An-

1 Par des monstres: *Godzilla,* 1998, ou des extraterrestres: *Independence Day,* 1996.
2 Respectivement dans le télé film *Path to Paradise,* 1997; dans *Fight Club,* 1999; dans le film *A.I.* de Spielberg, sortant les jours suivant de l'attaque, 2001.
3 J. Hoberman, *The Village Voice,* 5–11.12.2001.
4 Respectivement dans *Die Hard,* 1988; *Die Hard 2,* 1990; *Die Hard With a Vengeance,* 1995.
5 Dans *Under Siege,* 1992, *Under Siege 2,* 1995.
6 Respectivement dans *The Peacemaker,* 1997; *Air Force One,* 1997; *True Lies,* 1994; *Executive Decision,* 1996; *The Siege,* 1998.
7 Peter Bart, *Variety,* 15.10.2001.

geles, veulent en exploiter l'imagination, voir à quoi vont rassembler les prochaines menaces terroristes, ou «*comme tout fan de ciné, savoir ce qui va se passer après*»[8].

Désormais, la *skyline* la plus photographiée au monde n'existe plus que sur les photos[9]. Celles-ci ne reproduisent plus une réalité, elles sont devenues symboliques et vont être bannies par plusieurs producteurs. Les tours jumelles sont rayées des indicatifs de séries TV, des affiches et des bandes annonce de films, et même des pellicules[10]. Idem pour les jeux vidéos: la suppression des images du WTC[11] semble ironique pour une industrie qui fait de la tuerie virtuelle son business[12]. Mais tous les médias[13] se doivent de montrer un sursaut de sensibilité, au nom du «tout a changé» devenu un credo politique.

2. Terrorisme, média non censurable

Si la question de la censure, posée par l'abstraction prétendant qu'un attentat non couvert par les médias n'existerait pas, est vite refusée au nom de l'intérêt public à l'information, celle de l'autocensure se fonde sur l'idée de la complicité des mass media, du «rapport symbiotique» entre terrorisme et télévision qui en diffuse l'image. Mais, note l'historien Marc Ferro, «*le terrorisme a existé avant qu'il y eût de telles images immédiates*»[14]. On peut bien croire Osama Binladin lorsqu'il dit que «*les vrais objectifs étaient les icônes du pouvoir économique et militaire américain*»[15], car les terroristes ont toujours conçu leur action sur le plan symbolique, d'où la dévalorisation de la vie humaine, y compris la leur. Le terrorisme est un média, il a été un acte de communication de masse bien avant la société de l'information.

Son existence publique consiste dans la création d'un événement et, à Manhattan, a pris place «*l'événement absolu et sans appel*» dit Jean Baudrillard, car «*tout se joue sur la mort, non seulement par l'irruption brutale de la mort en direct, en temps réel, mais par l'irruption d'une mort bien plus que réelle: symbolique et sacrificielle*». Pour le philosophe français, «*seule la violence symbolique est génératrice de singularité. Et dans cet événement singulier se conjuguent au plus haut point les deux éléments de fascination de masse du XX^e siècle: la magie blanche du cinéma, et la magie noire du terrorisme*»[16].

La question de l'autocensure se pose de manière plus substantielle pour les images des victimes. Les networks TV américains n'en diffusent pas et n'en laissent pas filtrer à l'étranger. Si l'absence totale de photos de cadavres est sur le moment justifiée par diverses raisons (territoire et hôpitaux bouclés, pudeur, «*volonté de ne pas causer de traumatismes supplémentaires à la population*»[17]), en général, rappelle encore Marc Ferro, au cours d'un conflit on ne montre jamais ses morts. Cette règle, un véritable tabou aux USA, fut rompue, pour une fois, avec le Vietnam, la «première guerre télévisée». Le sociologue des médias McLuhan commenta en 1975: «*La télévision a porté la brutalité de la guerre dans le confort des maisons. Le Vietnam a été perdu dans les salles de séjour américaines et non pas sur les champs de bataille du Vietnam*»[18].

Dans ce cas, les images de l'agression et des rescapés sont suffisantes à indiquer la victime en tant que collectif: c'est l'*Amérique* qui est «*sous attaque*»[19]. L'Amérique est tout un chacun: «*dans l'optique terroriste, les objectifs les plus importants sont les secondaires: tous ceux qui n'ont pas été tués*»[20]. Ce processus de victimisation s'accompagne de la désignation du coupable. Avant même que le secrétaire d'Etat Colin Powell n'annonce que Osama Binladin était le suspect principal, sa photo à côté du WTC en flamme figurait à la une de quelques médias[21]. La rapide construction de l'ennemi public ferme le dispositif de discours sur un schéma inquisitoire, où l'innocence des victimes fait la paire avec la culpabilité de l'auteur. Ce schéma binaire, qui n'implique pas le recours à une figure tierce (telle celle d'un juge) favorise la mise en place d'un programme d'action conflictuel (non judiciaire, non compétitif) comme pertinent pour répondre au «problème public terrorisme».

8 Ryan Gilbey, *The Observer*, 24.3.2002.
9 Mark Lawson, *The Guardian*, 13.9.2001.
10 Respectivement *Sex & the City; Sidewalks of New York; Spider Man; Men in Black 2*.
11 Entre autres de *Flight Simulator 2002* et *Command & Conquer: Red Alert 2*.
12 Marc Graser, *Variety*, 24.9.2001.
13 L'autocensure touche aussi la radio: le network *Clear Channel Communications* nomme dans une circulaire interne 50 chansons à ne plus transmettre à ses 110 millions d'auditeurs. Y figurent des titres comme *Ticket to ride* des Beatles et *What a wonderful world* de Louis Armstrong.
14 Interviewé par Jean-Dominque Merchet et Marc Semo, *Libération*, 22.9.2001.
15 Interviewé par Hamid Mir, *Dawn*, 10.11.2001.
16 Jean Baudrillard, *Le Monde*, 2.11.2001.
17 Guy Dutheil, *Le Monde*, 18.9.2001.
18 Marshall McLuhan, *Montreal Gazette*, 16.5.1975.
19 En-têtes et rubriques de *CNN, CBS, ABC, BBC*.
20 Scott Stossel, *The American Prospect*, 22.10.2001.
21 *Fox News* network's web site.

3. À la guerre comme à la cour

Les attentats du 11 septembre, dont le caractère terroriste ne fait aucune doute, doivent-ils être traités comme un crime ou comme un acte de guerre? Encore en janvier 2001, un conseiller de *Rand Corporation* et de la *National Commission on Terrorism* soulignait que la difficulté de faire la guerre aux terroristes avait poussé vers une approche judiciaire, qui s'était démontrée stratégiquement plus utile et efficace que de viser à infliger *«un knock out à quelqu'empire du mal éloigné»*[22]. Ainsi, la première réaction du secrétaire d'Etat Colin Powell au «jour de l'infamie» a été de s'engager à «porter les responsables devant la justice». *«Cela est exactement faux»*, rétorqua immédiatement l'édito *To War, Not to Court*[23] en évoquant le bombardement de Pearl Harbor. La métaphore, faite du traumatisme de l'attaque par surprise[24] et du mythe, central dans la culture américaine, d'un *born again* se concluant par un triomphe, certifie que l'Amérique ne sera plus jamais la même, et fait place à une culture guerrière dominée par le rituel de l'unité. De ce fait, *«la première conséquence du changement d'un crime en guerre est la concordance de pensée entre démocrates et républicains»*[25].

Au plan interne, la catégorisation en «guerre» passe au Congrès avec une seule voix contre[26]. Très rares, voire accusées d'anti-patriotisme, sont les voix qui refusent de se joindre à la *«campagne pour infantiliser le public»* en considérant l'unanimisme de la *«rhétorique cagote»* comme *«indigne d'une démocratie mûre»*[27].

Sur le plan international, c'est l'arène de l'OTAN à être choisie. Pour la première fois depuis la création du Traité, il est fait appel à l'article 5, selon lequel une agression contre l'un des membres de l'Alliance doit être considérée comme une agression contre tous. Le coup diplomatique des USA consiste à faire reconnaître l'attaque comme un acte de guerre sans pourtant appeler les armées alliées à combattre. Washington assure de son unilatéralisme la solidarité politique des pays européens, quitte à *«réduire à néant»*[28] le principe de la défense collective. Quant à l'ennemi, on assimile à un Etat une entité collective, telle Al-Quaïda, commettant d'agressions au-delà des frontières. Les preuves présentées n'ont, selon les diplomates, *«rien de factuel»* mais sont *«irréfutables»* quant à l'origine extérieure de l'agression et à la responsabilité de Osama Binladin, bien qu'elles soient insuffisantes à le faire condamner par une cour[29]. L'élément décisif encore secret se révélera ensuite être la vidéo dite *«smoking gun»*[30].

Celle qui a été appelée «guerre au terrorisme», rapidement abrégée en *«war on terror»*, s'apparente dans son essence symbolique à la *«war on drugs»*. Cependant, elle impose des nouvelles catégorisations, notamment en ce qui concerne le concept de complicité: les Etats hébergeant sur leur territoire des terroristes seront, selon le discours du président Bush, considérés comme responsables, de même que *«les citoyens ne pourront nier leur responsabilité sous prétexte qu'ils sont de simples passants»*[31]. Ainsi, *«l'étrangement raisonnable demande de preuves»*[32] du gouvernement Taliban face à la requête américaine d'extradition est vite liquidée.

4. Un conflit personnalisé

Or, donner un nom et un visage au coupable, à l'ennemi inconnu, ne peut que le légitimer à s'exprimer. L'attente que cette dynamique a créée par rapport à sa réponse, fait de M. Binladin un énonciateur hors pairs, que tous, à commencer par *CNN*, voudraient interviewer. Sa prise de parole va constituer un événement, auquel le gouvernement des Etats-Unis réagira d'abord par une demande de censure, en soutenant que ses propos cacheraient des messages secrets. Prétention superflue, au vu de leur traitement par les médias occidentaux.

Les vidéos de Osama Binladin sont encadrées comme un feuilleton télévisé. Son discours est présenté suivant la formule dite de «discours rapporté»: une lecture opaque, où l'attention vise non pas le discours de M. Binladin, mais le fait qu'il le tienne. Non sa parole mais son image: il apparaît de plus en plus fati-

22 Brian Michael Jenkins, *Los Angeles Times*, 7.1.2001.
23 Charles Krauthammer, *The Washington Post*, 12.9.2001.
24 Relancée par tous les présentateurs américains, l'idée de surprise a ouvert le recours à des définitions de l'ennemi comme l'Empire du Mal. Pour les analystes militaires, la «intelligence failure» de Pearl Harbor était due au manque non pas d'informations, mais de leur traitement. Cela se répètera pour le 11 septembre.
25 Richard Goldstein, *The Village Voice*, 19–25.92001.
26 De la députée californienne Barbara Lee.
27 Susan Sontag, *The New Yorker*, 24.9.2001.
28 Ian Davidson, *Tages Anzeiger*, 22.12.2001.
29 Judy Dempsey, *Financial Times*, 4.10.2001.
30 «Arme fumante», comme celle d'un assassin pris en flagrant délit...
31 George P. Fletcher, *Taipei Times*, 23.10.2001.
32 Arundhati Roy, *The Guardian*, 29.9.2001, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Le Monde*.

gué, peut-être malade, mais certes moins menaçant. Le texte offert au public n'est donc pas le sien mais celui du média. Par contre, sa parole dans la vidéo «*smoking gun*» est montrée comme vérité, confession de responsabilité directe dans les attentats.

D'autre part, il est présenté comme un «pro» de la communication, un habile manipulateur des médias. Cette thèse ne s'appuie que sur l'apparence, en attribuant les effets du processus de communication sur le public aux seules compétences de l'énonciateur. Dans l'utilisation de la caméra, prohibée par les lois du Mollah Omar, c'est le précédent de l'Ayatollah Khomeini (qui enflamma les esprits à Téhéran via des cassettes produites à Paris), dont s'est inspiré Osama Binladin. Ceux qui l'ont connu témoignent de son ignorance et de son désintérêt pour le monde occidental. Il est probable qu'il ait «*découvert l'impact de l'image sans être en mesure d'en diagnostiquer les erreurs impliquées*»[33]. Les références aux médias dans son discours ne représentent que des informations nécessaires à son argumentaire (savoir ce que M. Bush a dit). C'est plutôt son image, telle qu'elle est réverbérée par la campagne diabolisante, qui produit son contraire, le héros martyr représenté sur les T-shirts des marchés orientaux. L'être considéré comme une «*rock star*»[34] ou un «*cheikh Guevara*»[35] ne suffira pas a ce que son énième vidéo, sept mois plus tard et en plein foisonnement d'attentats suicides en Palestine, le replace à l'agenda des médias internationaux.

5. Symétrie des discours

Il était inévitable que le discours de M. Binladin sonne comme une réponse à celui de M. Bush, qui venait de lui déclarer la guerre. Dans ses premières déclarations, le président américain ne semblait pas se soucier d'une telle éventualité. Son recours à des expressions telles que «*croisade*», «*Justice sans limites*», «*bataille de civilisations*», «*Dieu n'est pas neutre*», permettant aisément à ses critiques d'éviter tout adjectif dans l'analyse[36], était un véritable cadeau à la rhétorique de l'adversaire.

Mais même sans cette imbrication, le discours «*largement fédérateur*»[37] de Osama Binladin recoupe celui de George W. Bush (la division du monde en deux, l'appel à Dieu, le Bien contre le Mal). Ce sont des «*jumeaux*», selon Arundhati Roy: pour avoir repris la comparaison faite par l'écrivain indienne, un journaliste de la chaîne allemande *ARD* fut contraint à des excuses, qui, à leur tour, ont déclenché les protestations des téléspectateurs contre l'autocensure.

Il apparaît désormais que «*la victoire reviendra vraisemblablement au camp qui réussira à formuler le problème dans ses propres termes*»[38]. Autorités et médias occidentaux découvrent Al-Jazira, télévision satellite basée au Qatar. Ayant reçu et diffusé les vidéos, elle est accusée de se faire «*caisse de résonance du terrorisme*»[39] par d'autres chaînes diffusant à leur tour les mêmes images. La vite surnommée «*CNN arabe*» est la seule à avoir un poste de correspondant à Kabul: il sera atteint par un missile du Pentagone.

La «*réalisation tardive de l'importance d'une opinion publique arabe*»[40] qui a émergé après la guerre du Golfe, devrait imposer une révision des stratégies de communication. Le Premier Ministre britannique Tony Blair passe sur *Al-Jazira* pour répliquer qu'il n'y aura pas de guerre à l'Islam. Sans effet: «*il suffirait de passer quelque semaine au Moyen Orient*» pour comprendre que cette intervention «*ne vaut pas un clou*»[41]. La maigre conviction d'une audience méfiante des motivations occidentales fait réaliser à Downing Street que «*le messager était autant et même plus important que le message*»[42]. Entrer dans une nouvelle arène où se déroule une confrontation symbolique décisive, présuppose d'accepter un rapport de compétition, non de conflit. Dans ce cadre, il faut convaincre pour réduire l'hostilité mais les conditions ne sont pas remplies. La campagne se déroulant dans les médias américains indique «*l'Islam et les Arabes comme vraies causes du terrorisme*» et l'image d'unité nationale bâtie sur le «*sentiment de l'existence d'un ‹nous› collectif*» est projetée avec une telle force qu'elle ne permet que «*très peu de questions sur la politique US*»[43].

33 Mohammed Al Ashab, *Al Hayat*, 31.12.2001.
34 Tim McGirk, *Time Magazine*, 11.10.2001.
35 Cristina Odone, *The Observer*, 7.10.2001.
36 Fidel Castro, *Monthly Review*, Nov. 2001.
37 Dean E. Murphy, *The New York Times*, 14.10.2001.
38 Michael Dobbs, *The Washington Post*, 11.10.2001.
39 TeleGiornale 5, *Canale 5*.
40 Gerard Baker and Roula Khalaf, *Financial Times*, 13.10.2001.
41 Robert Fisk, *The Independent*, 8.11.2001.
42 Hasan Suroor, *The Hindu*, 21.10.2001.
43 Edward W. Said, *Dawn*, 18.11.2001.

6. La bataille pour cadrer la bataille est politique

L'approche d'une «autre» opinion publique, élément de marque d'une entité sociale, devrait amener à reprendre la réflexion sur les termes du problème. Occulté par l'imaginaire hollywoodien présentant les terroristes comme des psychopathes et par la focalisation sur le chef ennemi, un trait essentiel refait surface: le terrorisme n'est pas un phénomène individualiste. Il a des dimensions et des dynamiques qui sont à la fois sociales, politiques, religieuses. Ainsi, le jeu des perceptions réciproques fait que la question du *«terroriste pour l'un, combattant de la liberté pour l'autre»* demeure centrale.

Pour les médias, il s'agit de concilier les principes déontologiques et l'engagement politique. Le *Wall Street Journal* indique, dans ses lignes de conduite, qu'il faut réserver le terme terroriste aux *«personnes et organisations non-gouvernementales»* exerçant la violence contre des objectifs civils ou des non-combattants. Position partagée par la plupart des médias US mais qui s'oppose à l'approche adoptée depuis longtemps par *Reuters,* qui n'utilise pas des termes *«émotifs»,* dont celui de «terroriste», sinon dans une citation directe. L'agence, dont les correspondants travaillent dans 160 pays, se protège ainsi des pressions des gouvernements visant à coller l'étiquette de terroriste à leurs ennemis. *Reuters* a réitéré sa politique notant dans un mémo interne que *«One man's terrorist is another's man freedom fighter»*[44]. D'autre part, c'est une équipe de Reuters qui a tourné les images de palestiniens en fête passées sur toutes les chaînes TV, qui ont été lues comme exemplaires de la «réaction arabe aux attentats», alimentant ainsi les sentiments anti-islamiques.

«La bataille pour définir le terrorisme est parfois aussi dure que la bataille contre le terrorisme même», selon les mots de cet expert israélien[45] qui s'élève contre le *«cliché»* du *«terroriste pour l'un, combattant de la liberté pour l'autre»*. Il propose de dépasser les 109 définitions recensées par la suivante: le terrorisme est l'utilisation intentionnelle de la violence, ou de la menace de la violence contre des objectifs civils, pour atteindre des buts politiques.

Tout en convenant de la définition, Noam Chomski note que *«étant donné les usages conventionnels de ces termes, exactement les mêmes personnes – et les mêmes actions – peuvent rapidement être cataloguées comme «terroristes» puis tout aussi vite devenir des ‹combattants de la liberté›, et inversement»*[46]. Pour le linguiste américain, le terme «terrorisme» est utilisé dans la propagande pour parler d'actes *«commis contre nous ou contre nos alliés»*.

Le relativisme politique de la notion fait partie du conflit et n'est avouable que pour le passé. Ainsi s'exprime l'ancien Président de la République italienne Francesco Cossiga qui, en tant que ministre de l'Intérieur à l'époque des «années de plomb», fut le principal adversaire des Brigades Rouges[47]: *«J'ai été stalinien quand j'ai appelé terrorisme ce que j'aurais dû appeler subversion. Il y a une très grande différence. Le terrorisme est une technique de lutte au service de la révolution. Appeler terroristes les brigadistes rouges fut une falsification sémantique. Par cohérence, on aurait dû dénommer terrorisme aussi la Résistance. Les maquisards utilisèrent le terrorisme comme outil de libération, et les brigadistes comme outil pour faire une révolution marxiste-léniniste. En les désignant comme terroristes, on leur a nié toute valeur ‹morale›»*.

Alvaro BARAGIOLA,
Journaliste,
Randweg 5b, CH-3013 Bern,
e-mail: varo@swissinfo.org

44 Howard Kurtz, *The Washington Post,* 24.9.2001.
45 Boaz Ganor, directeur de l'ICT (Institute for Counter-Terrorism).
46 Interviewé par Marili Margomenou, *Alpha TV Station* (Grèce), 22.9.2001.
47 Interviewé par Michele Brambilla, *Corriere della Sera,* 7.2.2002.